

Le budget—M. Taylor

M. Blaikie: Depuis trop longtemps, monsieur le Président, nous avons précisément mesuré la productivité à partir du produit national brut. Dans ce cas, les accidents de la circulation où meurent des jeunes gens n'entrent pas en ligne de compte lorsque vient le temps de mesurer les activités économiques. Avec le PNB, tout est ramené sur le même plan. Je veux précisément dire que, depuis trop longtemps, nous mesurons la productivité ou le bien-être, pour reprendre les termes du député, trop étroitement en argent, en mises de fonds et en production, et nous nous en tenons à ce genre de notions dépersonnalisées et déshumanisées dont le député vient de se servir en parlant des facteurs de production, de la production elle-même et du produit national brut. Voilà exactement ce que je veux dire. Nous en sommes prisonniers. Il nous faut discuter de la définition de la productivité et le député n'est pas prêt à le faire.

● (1730)

Je ne m'excuse pas de ne pas avoir tout un nouveau plan me permettant de critiquer ce que nous avons considéré comme productivité jusqu'à maintenant. Si nous attendons pour en discuter que quelqu'un donne la réponse parfaite, nous resterons enfermés pendant des années dans ce carcan dans lequel nous étouffons depuis 30 ans.

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, j'ignore si la discussion que nous venons d'entendre se voulait un tête à tête entre les libéraux et le NPD, mais je voudrais vous faire part de ce que moi, citoyen ordinaire, j'entends par productivité. J'ai grandi dans les mines de charbon. Il y avait un mineur qui devait charger les wagonnets et il essayait d'en charger 12 ou 13 par jour. Il recevait un montant fixe par wagonnet. A la mine Newcastle, on a fait un concours pour voir qui pourrait augmenter la productivité en chargeant 14, 15 ou 16 wagonnets par jour. Aussi incroyable que cela puisse paraître, un homme en a chargé 20, et ce à quatre pattes dans ces galeries basses. C'est ainsi que l'on augmente la productivité. Si un autre travailleur était quelque peu paresseux et ne chargeait que huit wagonnets, il abaissait la productivité.

Il y a quelques années, je me trouvais dans l'ascenseur du Calgary Inn. Je demande à mon voisin: «Êtes-vous de Calgary?» Il me répond qu'il est de Terre-Neuve. Je lui dis: «Est-ce que ça vous plaît ici?» «Pas du tout», me répond-il. Je fus on ne peu plus surpris. Je lui demande pourquoi. Il me dit qu'il s'en retourne à Terre-Neuve, qu'il est maçon, qu'il est habitué à poser autant de briques qu'il peut par jour et que son patron n'arrête pas de lui dire qu'il en fait trop. Il ne veut pas travailler dans des conditions semblables. Il veut gagner cet argent, produire autant que possible. C'est grâce à ce genre d'attitude que l'on peut accroître la productivité. Si l'on se dit qu'on va en faire le moins possible et faire là grève du zèle, la productivité n'augmente pas. Voilà ce que l'homme de la rue entend par productivité. Si nous, Canadiens, collectivement, n'augmentons pas la productivité, nous diminuons le niveau de vie de ceux qui ne travaillent pas, des personnes du troisième âge, des invalides et des vieillards. Ce sont eux qui vont dépendre de la croissance de la productivité. Ce sera possible si chacun fait sa part. C'est grâce à cela que notre pays est grand. Bon, monsieur le Président, bien qu'il s'agisse là d'un sujet des

plus valable, mon but aujourd'hui n'est pas de vous parler de productivité.

Je tiens à faire une déclaration, monsieur le Président. Aujourd'hui, M. et M^{me} Albert Cooper ont eu un bébé, né à 11 h 30 ce matin et pesant 6 livres et demie, et nous avons le plaisir d'annoncer que la mère et l'enfant se portent bien et que le père est ravi.

Le président suppléant (M. Blaker): A l'ordre.

M. Stewart: Ça, c'est de la productivité.

M. Taylor: J'en reviens maintenant au budget.

Le président suppléant (M. Blaker): J'entends certains députés dire que cette déclaration est peut-être en rapport avec la productivité. J'ai l'affreux pressentiment que le député de Bow River (M. Taylor) va me prouver que l'annonce qu'il vient de faire a un rapport quelconque avec le budget. S'il veut continuer dans cette veine, il devra me prouver que ses propos sont en rapport avec le budget.

M. Taylor: Je vous remercie, monsieur le Président, mais j'y arrive. Je vais dire à Albert que la prochaine fois, il faudra qu'il ait des jumeaux. Ce que je cherche véritablement à prouver—et j'en suis désolé, tout comme M. et M^{me} Cooper le sont certainement—mais il en va de même pour tous les parents qui ont un bébé comme celui d'Albert Brandon Cooper, c'est que ce bébé est né avec une dette de \$3,800 autour du cou. Voilà comment il entre dans la vie au Canada. Sa dette augmente chaque fois que les libéraux proposent un budget et les pauvres petits bébés voient leur fardeau s'alourdir de plus en plus.

Cette remarque est-elle pertinente, monsieur le Président? Je pense que oui.

Des voix: Bravo!

M. Taylor: Je voudrais en dire un peu plus au sujet des bébés et de leur dette, mais je tiens également à aborder diverses autres questions. Le ministre a touché une corde sensible en disant que nous devons rétablir la confiance parmi les Canadiens. C'est l'un des problèmes qui se posent dans notre pays aujourd'hui, ce manque de confiance. Quelqu'un m'a abordé un jour dans la rue, à Calgary en me disant qu'il revenait des États-Unis où il avait investi \$10,000. Comme je lui demandais pourquoi il n'avait pas investi cet argent au Canada puisqu'il était Canadien, il m'a répondu qu'il ne voudrait pas investir 10c. au Canada, car il n'a aucune confiance dans le gouvernement. Des centaines de personnes investissent leurs capitaux à l'étranger parce qu'ils n'ont pas confiance dans notre gouvernement. Le ministre est allé au cœur du problème lorsqu'il a déclaré que nous devons rétablir la confiance parmi les Canadiens. C'est vrai, et nous devons le faire sans tarder. Le budget y contribue dans une certaine mesure, certainement un peu plus que les deux derniers qui nous ont été présentés. Les deux derniers budgets avaient fait perdre toute confiance aux Canadiens. Toutefois, il y a trop de gens aujourd'hui qui se moquent de la politique financière du gouvernement actuel, ce qui n'est pas pour favoriser la confiance. Par exemple, dans le *Herald* de Calgary du 2 mars, une annonce publicitaire est parue et l'un de mes électeurs me l'a envoyée. Voici ce qu'elle disait: